

WULA NAFAA II LOCAL GOVERNANCE COMPONENT

OBSERVATIONS AND OPPORTUNITIES VOLUME II: APPENDICES

December 2008

This report is made possible by the support of the American People through the United States Agency for International Development (USAID). It was prepared by International Resources Group (IRG).

WULA NAFAA II LOCAL GOVERNANCE COMPONENT

OBSERVATION AND OPPORTUNITIES VOLUME II: APPENDICES

Charles Benjamin,

International Resources Group

December I, 2008

TABLE OF CONTENTS

APPENDIX 1: PEOPLE & ORGANIZATIONS CONSULTED	6
APPENDIX 2: EXCERPT FROM GIRMAC PROJECT APPRAISAL DOCUMEN	T8
APPENDIX 3: CLPA LEGISLATION	9
APPENDIX 4: CLPA IMPLEMENTING LEGISLATION	14
APPENDIX 5: IMPLEMENTING POLICY, BOAT LICENSES & FISHING PERMITS	16
APPENDIX 6: ARRETE CREATING FOUR CLP	21
APPENDIX 7: REGISTRATION, CLP FOUNDIOUGNE	23
APPENDIX 8: CO-MANAGEMENT AGREEMENT FOR CLP FOUNDIOUGNE-	····· 24
APPENDIX 9: EXCERPT FROM USAID DRAFT WATER AND SANITATION ACTIVITIES FOR WULA NAFAA	····· 28
APPENDIX 10: GOVERNANCE TYPES FOR PROTECTED AREAS	29
APPENDIX 11: ORGANIZATION OF THE DIRECTION DE PECHE MARITIME	32
APPENDIX 12: PEPTAC (JICA) ASUFOR SUPPORT ACTIVITIES IN TAMBACOUNDA	33
Table 1. PEPTAC direct intervention sites	33
Table 2: Organization of PEPTAC ASUFOR (Tambacounda)	35
Table 3: PEPTAC Observations on ASUFOR	36
APPENDIX 13: ASUFOR FINANCIAL MANAGEMENT WORKSHEETS	37
Felir, December 2007	37
Felir May 2008	38

APPENDIX I: PEOPLE & ORGANIZATIONS CONSULTED

Date	Person/Organization
10/8	John Heermans, Wula Nafaa
	Partner Meeting, Rural Water and Sanitation (convened by Lux Dev)
10/9	Abdoulaye Boly, Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural/GRDR
	Ndeye Tické Ndaiye Diop, Direction de Pêche Maritime/DPM
	Aminata Badiane, Aaron Brownell, Peter Trenchard, USAID/Senegal EG SO Team (Dakar)
	Chris Hedrick, Peace Corps (Dakar)
	Aaron Brownell (re: Water and Sanitation); Lisa Franchetti (re: governance), USAID
10/10	Community Fisheries Management Committee & Local Authorities, Cayar
10/13	Ndiogou Niang, CREPA-Senegal (Dakar)
	Regina Brown, SAGIC (Dakar)
	Mamadou Diako, governance consultant
10/14	Salif Gueye, Eaux et Forêts, Wula Nafaa (Dakar)
	Babou Sarr, Fodé Kane, & Papa Bakhoum, Direction d'Exploitation et de la Maintenance/DEM (Dakar)
	Alassane Tierou Ndiaye, Direction de l'Hydraulique Rurale/DHR (Dakar)
	Akiko Ida, Deputy Resident Representative, JICA (Dakar)
	Abdrehmane Diallo, USAID re: governance strategy)
10/15	Representatives of Rural Council, village elders, and women's GIE Federation (FELOGIE), Niordior (Foundiougne)
10/16	Community Nature Reserve (Palmarin)
	Alassane Samba Diop, Ndiouf Babara Ndaiye, Service Régionale de Pêche (Mbour)
	Fish processing GIE and facility, visit to beach seine landing (Nianing)
	GIE Femmes et Coquillage, Oyster Cooperative, visit to managed oyster bed (Joal-Fadiouth)
10/17	Tamba Diallo & Wula Nafaa facilitators (debriefing from site selection surveys)
	Badara Dioume, Président de Conseil Rurale Djirnda (met in Foundiougne)
	Joseph Sarr, President CLP (Foundiougne)
10/18	Debriefing workshop (Foundiougne)
10/19	Patrick Nugawela, SAGIC (Dakar)
10/20	Binata Coulibaly Gueye & Wula Nafaa team; wealth component
	Brian Crawford debriefing with USAID EG SO Team (Dakar)
10/21	Ndiogou Niang, CREPA
	Dr. Mamadou Goudiaby, Division de Pêche Artisanal/DPM (Dakar)
	Martin Weber & Patrick Nuguwela, SAGIC
10/22	Yoshio Fukai, Chef de Projet PEPTAC (JICA/DEM)
	Work planning meeting with WWF

Date	Person/Organization
10/23	Bara Gueye, IED (NGO)
	Malamine Savane, Carrefour Africain d'Appui au Développement (NGO)
	Patrick Nuguwela & BDS Team, SAGIC
	Mamadou Niane and Emma Greatrix, Wetlands International
	Oualata Bah, governance consultant
10/24	WN team meeting

APPENDIX 2: EXCERPT FROM GIRMAC PROJECT APPRAISAL DOCUMENT

[pp 30-36; Detailed Project Description]

APPENDIX 3: CLPA LEGISLATION

République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

Ministère de l'Economie Maritime des Transports maritimes, de la Pêche et de la Pisciculture

<u>ANALYSE</u>: Arrêté portant création, organisation et fonctionnement des conseils locaux de Pêche artisanale maritime

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie maritime et des Transports maritimes de la Pêche et de la Pisciculture,

- Vu la Constitution;
- Vu la loi 98 32 du 14 avril 1998 portant code de la pêche maritime notamment en son article 12;
- Vu le décret 98 498 du 10 juin 1998 fixant les modalités d'application de la loi portant code de la pêche maritime notamment en ses articles 7, 8, 9 et 10;
- Vu le décret 2005 569 du 22 juin 2005 portant organisation du Ministère de l'Economie Maritime;
- Vu le décret 2007 826 du 19 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret 2007 971 du 7 septembre 2007 relatif aux attributions du Ministre de l'Economie maritime ;
- Vu le décret 2008 1018 du 27 août 2008 mettant fin aux fonctions d'un Ministre et fixant la composition du Gouvernement;
- Vu le décret 2008 1026 du 10 septembre 2008 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les Ministères;

Sur proposition du Directeur des Pêches maritimes

ARRETE

Article premier :

Conformément à l'article 12 de la loi 98 – 32 du 14 avril 1998 portant code de la pêche maritime, le présent arrêté a pour objet de créer et de fixer la composition, les attributions et le mode de fonctionnement des Conseils locaux de Pêche artisanale maritime, ci - après dénommés « le Conseil » ou « CLPA ».

TITRE I – DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article 2

En application des dispositions des articles 7 à 10 du décret 98 – 498 du 10 juin 1998 portant application du Code de la Pêche maritime, il est créé des Conseils locaux de Pêche artisanale maritime dans les sites ci après :

- CLPA de Joal : couvre le site de Joal ;
- CLPA de Cayar : couvre le site de Cayar ;

- CLPA de Sindia : couvre les sites de Popenguine, Guérew, Ndayane, Saly, Somone, Ngaparou, Nianing, Pointe Sarène ;

- CLPA de Dakar Ouest : couvre les sites de Yoff, Ngor, Ouakam, Soumbédioune, Térou

Baye Sogui, Anse Bernard;

- CPLA de Foundiougne: couvre les sites de Djirnda, Fambine, Maya, Baout, Rofangué, Diamniadio, Fayako, Félir, Foundiougne, Gagué Mody, Gagué Bocar, Gagué Chérif, Mbam, Kamatane Mbar, Kamatane Mbambara, Keur Gory, Keur Yoro;
- CLPA de Missirah: couvre les sites de Bossingkan, Bétenty, Missirah, Missirah Ngadior, Bakadadji, Djinack Bara, Djinack Diataco;
- CLPA de Toubacouta: couvre les sites de Toubacouta, Sipo, Soucouta, Sangako, Médina Sangako, Sandicoly, Dassilamé Sérère, Néma Bah, Ndiambang, Sourou, Bany, Badoudou;
- CLPA de Sokone: couvre les sites de Bambougar El Hadj, Bambougar Massamba, Bambougar Malick, Sokone, Keur Momat, Bangalère.

La configuration de ces conseils pourra être modifiée pour des raisons d'ordre technique, administratif ou organisationnel, liées à l'évolution de la gestion du secteur.

TITRE II - ORGANISATION

Article 3

Chaque Conseil local de Pêche artisanale maritime est composé des représentants de collèges organisés en métiers ou corporation.

Suivant la structuration du CLPA en métier ou terroir, les représentants sont soit issus directement de collèges (CLPA métier) ou issus de comités locaux villageois et/ou communaux (CLPA terroir).

Les collèges sont :

- le collège des sages et notables des localités concernées, composé des Chefs Coutumiers, des notables, des Pêcheurs retraités (anciens pêcheurs), des Délégués de quartiers, des Chefs de villages;
- le collège des élus locaux, composé des Conseillers ruraux et/ou municipaux des Collectivités locales concernées;
- le collège de l'administration locale, composé des agents de l'Administration des Pêches maritimes (Direction des Pêches maritimes, Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches), du Centre de Recherches Océanographiques de Dakar-Thiaroye, de la Direction des Parcs, Nationaux et de tout autre service de l'administration publique concerné;
- les collèges des acteurs de la Pêche artisanale maritime répartis en collèges de pêcheurs, de mareyeurs, de transformatrices, d'acteurs de professions annexes (charpentiers, mécaniciens hors – bord, gérants de stations de carburant sous douane, porteurs, et tireurs de pirogues).

A l'exception du collège «administration», du collège «collectivités locales », et de celui des sages, les collèges d'acteurs de la Pêche Artisanale sont constitués sur la base des métiers exercés par les acteurs.

Tout acteur de la Pêche Artisanale résidant dans les localités concernées et y exerçant en permanence une activité de pêche à titre principal, annexe ou connexe est membre de fait d'un collège.

La fonction de conseiller est volontaire et bénévole.

<u>Article 4</u>: Les membres du conseil sont désignés par arrêté du chef de la circonscription administrative concernée, sur proposition du chef de service régional des pêches et de la surveillance du ressort, dans le cadre d'un processus établi comme suit :

- Les représentants des collèges des acteurs de la pêche artisanale maritime sont choisis par consensus, à défaut par vote, à l'issue d'assemblées générales de collèges convoquées à cet effet. Nul ne peut se faire représenter à ce vote ;
- Les représentants du collège des sages et notables sont choisis parmi les chefs coutumiers, les chefs de villages, les notables ou les chefs de quartiers des localités concernées;
- Les représentants du collège des élus locaux sont désignés parmi les Présidents des Communautés Rurales et/ou les Maires des communes;
- Les représentants de l'Administration locale sont désignés par le Chef du service sous l'autorité duquel ils exercent leur fonction dans la localité.

Article 5:

Le nombre de membres du Conseil est fixé à 40 au plus. Les trois quart au moins sont choisis au sein des communautés de pêche (pêcheurs, mareyeurs, transformateurs).

TITRE III - FONCTIONNEMENT

Article 6:

Le Conseil local de Pêche artisanale maritime est présidé par le chef de la circonscription administrative concernée. Le président du Conseil local de Pêche artisanale maritime peut inviter à participer aux séances du Conseil toute personne physique ou morale dont il juge la présence utile compte tenu de l'ordre du jour.

Article 7:

Le secrétariat du Conseil local de Pêche artisanale maritime est assuré par le représentant du collège administration qui est un agent du service des pêches de la localité où le Conseil est créé. Outre cette fonction de secrétariat, l'agent du service des pêches concerné, sous l'autorité du Président du Conseil local de Pêche artisanale maritime, exerce le rôle d'animateur en ce qui concerne l'organisation et le déroulement des activités du conseil. Le chef du service régional de la pêche et de la surveillance de cette région est responsable du suivi et de la coordination de la mise en œuvre des mesures adoptées en rapport avec d'autres structures concernées.

Article 8:

La durée du mandat des représentants des collèges est fixée dans le règlement intérieur du Conseil local de Pêche artisanale maritime. Toutefois, en cas de dysfonctionnement constaté, le Président peut ordonner qu'il soit procédé au renouvellement des membres du Conseil incriminés.

Article 9:

Le Conseil est tenu de fournir au Directeur des Pêches maritimes, au plus tard le 31 janvier, le rapport annuel sur les activités de l'année écoulée.

Article 10:

Un règlement intérieur - type, approuvé par le Ministre chargé de la Pêche maritime, et annexé au présent arrêté, définit l'organisation interne et les modalités de fonctionnement des conseils locaux de Pêche artisanale maritime.

Le chef de la circonscription administrative fixe par arrêté d'application le règlement intérieur du conseil local suivant le modèle – type cité à l'alinéa 1 en tenant compte des spécificités de sa localité

Article 11:

Les moyens de fonctionnement du Conseil local des Pêches maritimes proviennent des contributions du Ministère chargé de la Pêche, des contributions des partenaires au développement, d'une partie des redevances annuelles des permis d'exercice des métiers liés à la pêche artisanale maritime ou de toutes autres contributions. Le conseil élabore et transmet aux services compétents du Ministère chargé de la pêche maritime un budget prévisionnel annuel où sont précisés les besoins et les sources de financement afférentes, avant le 31 octobre de chaque année.

TITRE IV - ATTRIBUTIONS

Article 12:

Le Conseil local de pêche artisanale maritime a notamment pour rôle :

- a) de donner un avis sur toute question qui lui aurait été soumise par le Ministre chargé de la Pêche;
- b) d'organiser les pêcheurs de la localité de manière à prévenir, réduire et régler en premier ressort les conflits au niveau local ;
- c) de participer au suivi, au contrôle et à la surveillance de la pêche et de ses activités annexes en rapport avec les structures locales et nationales compétentes ;
- d) organiser les acteurs de la pêche artisanale afin qu'ils puissent assister l'administration dans les opérations de suivi et contrôle des activités de pêche ;
- e) de faire des propositions de mesures conservatoires pour l'aménagement et la gestion des pêcheries artisanales, des ressources exploitées et de leurs habitats;
- f) de faire des propositions de plans d'aménagement et de gestion des pêcheries locales pour la gestion durable des ressources et la conservation de l'écosystème marin au niveau local;
- g) d'assurer l'information des acteurs de la pêche artisanale sur toutes les mesures relatives à la pêche maritime et à la culture marine de leur localité;
- h) de donner des avis sur la gestion des infrastructures communautaires ;
- i) de participer à la gestion de l'impact socio économique des mesures de gestion et de conservation sur l'ensemble des membres de la communauté :
- j) de donner un avis sur les demandes de permis d'exercice des métiers liés à la pêche artisanale.

Article 13:

Le conseil local est habilité à mettre en œuvre des mesures de gestion dans la limite des compétences locales qui lui sont attribuées. A cet effet, les décisions du conseil relatives à toute nouvelle mesure de gestion ou de conservation locale devront être approuvées par le Ministre chargé de la Pêche avant leur mise en œuvre.

Ces mesures feront l'objet d'arrêté pris par l'autorité compétente concernée.

Le Conseil Local de Pêche artisanale maritime est habilité à saisir le Directeur des Pêches maritimes sur toute question portant sur la pêche, par le biais du Chef de Service régional de la Pêche et de la Surveillance du ressort.

Article 14

Deux ou plusieurs conseils locaux d'une même région ou issus de régions différentes peuvent, en cas de nécessité, se concerter en vue d'harmoniser leurs avis ou de proposer des mesures communes concernant leurs localités respectives.

Article 15:

Les Présidents des CLPA peuvent saisir le Conseil National Consultatif des Pêches Maritimes (CNCPM) pour disposer d'un avis préalable sur toute question portant sur l'aménagement et la gestion des pêcheries locales ou nationales intéressant la pêche artisanale ou celle industrielle.

Article 16:

Lorsque surviennent des conflits entre CLPA d'une même région, chacun des CLPA concernés est habilité à saisir le Gouverneur. Dans le cas d'un conflit opposant deux CLPA dépendant de deux régions distinctes, les Gouverneurs des régions concernées se concertent pour régler ces conflits. En cas d'échec de toute conciliation, le conflit sera porté à l'arbitrage du Ministre chargé de la pêche.

Titre V - DISPOSITIONS FINALES

Article 17:

Les Gouverneurs, Préfets et sous – Préfets concernés, le Directeur des Pêches maritimes, le Directeur de la Protection et de la Surveillance des Pêches, les Chefs de Services régionaux des Pêches et de la Surveillance des différents ressorts, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera, notamment au Journal officiel

Souleymane Ndéné NDIAYE

APPENDIX 4: CLPA IMPLEMENTING LEGISLATION

REPUBLIQUE DU SENEGAL Un Peuple – Un But – Une Foi

Nº 120001514

DPM / MD

MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME DES TRANSPORTS MARITIMES DE LA PECHE ET DE LA PISCICULTURE

Dakar, le 0 2 OCT 2018

DIRECTION DES PECHES MARITIMES

Arrêté portant création, organisation et fonctionnement des conseils locaux de Pêche artisanale maritime

NOTE DE PRESENTATION

Selon l'article 12 de la loi 98 – 32 du 14 avril 1998 portant code de la pêche maritime, « des conseils locaux des pêches maritimes peuvent être institués dans les régions ».

Dans cette perspective, l'article 7 du Décret 98-498 du 10 juin 1998 fixant les modalités d'application de la loi précitée portant Code de la Pêche Maritime stipule : «dans chaque région où il existe des activités de pêche maritime, le Ministre chargé de la Pêche Maritime, peut instituer, par arrêté, des Conseils Locaux de Pêche Artisanale (CLPA) ».

C'est dans ce cadre que des enquêtes d'identification des acteurs de la pêche artisanale maritime ont été effectuées de 2002 à 2004, en étroite collaboration avec les partenaires au développement.

Les résultats de ces enquêtes ont abouti à la sensibilisation des acteurs de la pêche artisanale maritime lors d'ateliers d'animation, suivis de la formation de leurs représentants.

Ces ateliers d'animation et de formation ayant conduit à la mise en place de huit CLPA, se sont déroulés de 2005 à 2008.

Ces huit CLPA sont les suivants :

- Joal
- Cayar
- Foundiougne
- Sindia
- Missirah
- Toubacouta
- Sokone
- Dakar Ouest

L'organisation et le fonctionnement de ces huit CLPA requièrent en priorité un arrêté du Ministre chargé de la pêche qui les institue.

Ainsi, conformément à l'article 12 de la loi 98 – 32 du 14 avril 1998 sus mentionnée, les conditions de création, la composition, les attributions et modes de fonctionnement desdits conseils doivent être définies par arrêté.

Tel est l'objet du présent arrêté.

REPUBLIQUE DU SENEGAL Un Peuple – Un But – Une Foi

N° № 0001513 DPM/MDT

MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME DES TRANSPORTS MARITIMES DE LA PECHE ET DE LA PISCICULTURE

Dakar, le 0 2 OCT 2008

DIRECTION DES PECHES MARITIMES

LE DIRECTEUR

A

Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Maritime, des Transports Maritimes, de la Pêche et de la Pisciculture

Objet: Projet Arrêté portant création, organisation et fonctionnement des conseils locaux de Pêche artisanale maritime (CLPAM)

Monsieur le Ministre d'Etat,

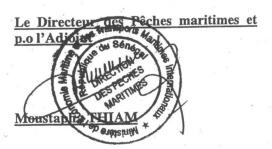
Dans le cadre de la mise en place des conseils locaux de pêche artisanale maritime, des enquêtes d'identification des acteurs de la pêche artisanale maritime ont été effectuées de 2002 à 2004, en étroite collaboration avec les partenaires au développement.

A la suite de ces enquêtes, des ateliers d'animation et de formation, organisés entre 2005 et 2008 ont permis la mise en place de huit (8) CLPAM (Joal, Foundiougne, Sindia, Missirah, Toubacouta, Sokone et Dakar – Oueșt).

Toutefois, le fonctionnement effectif de ces CLPAM nécessite la prise d'un arrêté tel que stipulé à l'article 7 du décret n° 98 – 498 du 40 juin 1998 portant application de la loi 98 – 32 du 14 avril 1998 portant Code de la Pêche maritime.

A ce propos, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation et signature le projet de texte sus – mentionné.

Je vous en souhaite une bonne réception et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre d'Etat, l'expression de mon profond respect.



APPENDIX 5: IMPLEMENTING POLICY, BOAT LICENSES & FISHING PERMITS

25.10.2005 * 0 0 5 9 1 6

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME

Arrêté portant instauration d'un permis de pêche

Le Ministre d' Etat, Ministre de l' Economie Maritime

- Tu la Constitution;
- la loi 63 40 du 10 juin 1963 réglementant la pêche dans les eaux continentales ;
- la loi 98 32 du 14 avril 1998 portant code de la pêche maritime notamment en son , article 21:
- Fu les décrets 65-506 et 65-507 du 19 juillet 1965 portant application de la loi 63-40
- le décret 98 498 du 10 juin 1998 fixant les modalités d'application de la loi portant code de la pêche maritime notamment en son article 27;
- le décret 2004 561 du 21 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;
- le décret 2004 572 du 30 avril 2004 portant attributions du Ministre d'État, Ministre
- Ти le décret 2005 569 du 22 juin 2005 portant organisation du Ministère de l'Economie
- le décret 2005- 705 du 9 août 2005 mettant fin aux fonctions de Ministres, nommant de nouveaux Ministres et fixant la composition du gouvernement;
- le décret 2005- 724 du 11 août 2005 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des Etablissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la république, la Primature et les Ministères;

Sur proposition du Directeur des Pêches Maritimes,

Article premier :

Le prisent arrêté a pour but de réglementer l'exercice de la pêche artisanale maritime dans merétendue des eaux sous juridiction sénégalaise

l'exerce de la pêche artisanale dans les eaux sous juridiction sénégalaise est sountise à Iodination d'obtenir un permis de pêche.

Article 3:

Se pemis de pêche artisanale est accordée pour une année allant du 1er janvier au 31 ecebre. Il doit être validé chaque année.

Article 4:

L'obtention du permis de pêche artisanale est assujettie à certaines conditions, notamment.

- faire immatriculer la pirogue;

disposer de matériels de sécurité minimum exigés par la réglementation en vigueur ;

disposer d'engins en conformité avec la réglementation en vigueur.

Article 5:

Le permis de pêche artisamale est exigé à tous les nationaux voulant exercer la pêche artisanale dans les eaux sous juridiction sénégalaise. Concernant les pêcheurs artisans drangers autorises à pêcher sous le couvert d'un accord de reciprocité, les conditions descrètée de leurs activités sont définies dans l'accord ou le protocole liant leur pays au Sénégal.

Article 6:

Le permis est réparti en trois catégories :

- Le permis A pour la pêche à pied
- Le permis B pour les pirogues de 0 à 13 mètres
- Le permis C pour les pirogues de plus de 13 mètres.

Article 7:

La délivrance du permis de pêche artisanale est soumise à l'obligation de paiement d'une redevance annuelle forfaitaire dont le montant est fixé par arrêté interministériel du Ministre chargé de la pêche et du Ministre chargé des Finances

Article 8:

Losque l'état de la ressource exige des périodes de fermeture temporaires de pêche, il ne sera procédé à aucun remboursement sur la redevance définie à l'article 7 ci -dessus.

Article 9

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie conformément à l'article 87 alinéa (g) de la loi 98 – 32 du 14 avril 1998 portant code de la pêche maritime sans préjudice d'autres dispositions y afférentes.

Article 10:

Le Directeur des Pêches Maritimes, le Directeur de la Protection et de la Surveillance des Pêches et le Directeur de la Pêche Continentale et de l'Aquaculture sont chargés, chacun en œ qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Djibo Lent KA

République du Sénégal Un Peuple - Un But Line Lau

Ministère de l'Economie Maritime et des Transports

Analyse: Arrêté interministériel fixant pour l'année 2006 les montants et les modalités de paiement des redevances du permis de pêche artisanale pour les embarcations de pêche artisanale

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Maritime et des Transports Maritimes infernationaux. Le Ministre d'Etat. Ministre de l'Economie et des Finances.

la Constitution:

la loi 98 - 32-du 14 avril 1998 portant code de la pêche maritime, notaminent en son-Vu

la loi 2005 - 31 du 21 décembre 2005 portant loi de finances pour l'année 2006 :

le décret 2000 = 294 du 9 mai 2000 portant attributions du Ministre de l'Economie et

le décret 80 - 5/8 du 21 mai 1980 relatif aux règles de fonctionnement de la CEPIA, modifie par le décret 82 - 87 du 24 février 1982 qui abroge et remplace son article 9

le decret 95 - 040 du 10 Janvier 1995 portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie, des l'inances et du Plan;

le décen 98 - 498 du 10 juin 1998 portant application de la loi 98 - 12 du 14 avril. 1998 portant code de la pêche Maritime, notamment en son article 27:

le décret 2003 - 1001 du 13 mars 2003 portant règlement de la comptabilité publique

le décret 2004 - 561 du 21 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

le décret 2004 - 572 du 30 avril 2004 portant attributions Ministre de l'Économie

le décret 2004 - 574 du 30 avril 2004 portant attributions du Ministre de l'Economie et

le décret 2005 - 569 du 22 juin 2005 portant organisation du Ministère de l'Economie.

le décret 2006 - 91 du 1er février 2006 mettant fin aux fonctions de Ministres, nommant de nouveaux Ministres et fixant la composition du Gouvernement;

le décret 2006 - 93 du 2 février 2006 portant répartition des services de l'Etat et du controle des Etablissements Publics, des Societés Nationales à participation publique entre la Présidence de la République : la Primature et les Ministères :

l'arrête nº 005916 du 25 octobre 2005 portant instauration d'un permis de pêche

Sur proposition du Directeur des Pêches Maritimes,

Article 1 : Le présent arrêté fixe les montants et modulités de paiement et de répartition des redevances du permis de pêche artisanale pour les embarcations de pêche artisanale sénégalaises et étrangères visées à l'article 3 et - dessous

redevenees du permis de perhe artisanale sont fixées à des môntants forfailaires annuels repairts sinal gar it aun Permis A pour la peche a pied : 5000 P C fa / an

Permis B pour les pirogues de moins de 13 mètres 15 000 F. Cla /an

Permis C pour les pirogues de 18 mêtres et plus : 25 000 F Cfa /an

Article 3 Pour les ressortissants de pays africains, pêchant en dehors de tout accord de leur pays avec le Sénégal; les redevances sont fixées ainsi qu'il suit

Permis A pour la pêche à pied : 100 000 F Cla / an

Permis B pour les pirogues de moins de 13 mêtres: 200 000 F Cfa /an

Permis C pour les pirogues de 13 mêtres et plus : 300 000 F Cfa /an/

Article 4 : Les redévances, couvrant la période du 15 janvier au 31 décembre, doivent être payées au plus tard le 31 janvier de chaque année. Tout retard dans le paiement de ces redevances entraîne une majoration de 3% par mois de retard.

Article 5: Le paiement de la redevance est effectue sur la base d'une déclaration comprenant les renseignements ci - après : l'identité et les caractéristiques de la pirogue :

l'ideau é et l'adresse complète du propriétaire

le type de permis et le montant de la redevance;

La déclaration est certifiée au préalable par le Service Régional des Pêches et de la Surveillance de rattachement du demandeur qui délivre alors un état de versement. Cette pièce, accompagnée de la déclaration en double exemplaire, est déposée à la caisse du receveur des domaines du ressort qui délivre une quittance de règlement. Ce document doit être présente par le demandeur au moment du retrait ou de la validation du permis de pêche

Article 6 : Les montants des redevances ainsi collectés sont répartis ainsi qu'il suit :

- les 80% sont reverses à la Caisse d'Encouragement à la Pêche et ses Industries
 - 60% en appui aux Conseils Locaux de la Pêche Artisanale et aux sinistrés de la
 - 20% en renfort aux ressources traditionnelles de la CEPIA.
- les 20% revenant à l'Etat sont reversés à la rubrique budgétaire n° 07210103 « Revenus du domaine maritime ».

Article 7: Les infractions aux règles prescrites par le présent arrêté sont punies conformement aux dispositions de l'article 87 point (g) de la loi 98 - 32 du 14 avril 1998 portant Code de la Pêche Maritime sans préjudices d'autres textes qui pourraient être applicables.

Article 8. Le Directeur des Pêches Maritimes, et les reserveurs des Domaines compétents, sont partour où besoin sera.

Planter des des la permane de la principa del principa de la principa de la principa del principa de la principa del la principa del la principa de la principa del la princ

APPENDIX 6: ARRÊTÉ CREATING FOUR CLP

République du Sénégal Un Peuple – Un But – Une Foi

No

MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME DES TRANSPORTS MARITIMES DE LA PECHE ET DE LA PISCICULTURE

31.03.2008 * 02884

Arrêté portant reconnaissance des initiatives de cogestion locale

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie maritime, des Transports maritimes, de la Pêche et de la Pisciculture,

Vu la Constitution;

Vu l'Accord de crédit entre le Sénégal et la Banque mondiale portant sur le Programme de Gestion intégrée des Ressources marines et côtières ;

Vu la loi n°63 – 40 du 10 juin 1963 réglementant la pêche dans les eaux continentales ;

Vu la loi n°96 – 06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;

Vu la loi n°98 – 32 du 14 avril 1998 portant Code de la Pêche maritime;

Vu les décrets n°65-506 et 65 - 507 du 19 juillet 1965 portant application de la loi n° 63 - 40 du 10 juin 1963 ;

Vu le décret n°98 – 498 du 10 juin 1998 portant application de la loi n° 98 – 32 du 14 avril 1998 portant Code de la Pêche maritime;

Vu le décret n°2005 – 569 du 22 juin 2005 portant organisation du Ministère de l'Economie maritime:

Vu le décret n°2007 – 826 du 19 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n°2007 – 971 du 7 septembre 2007 relatif aux attributions du Ministre de l'Economie maritime ;

Vu le décret n°2007-1493 du 12 décembre 2007 fixant la composition du gouvernement ;

Vu le décret n°2008 – 01 du 03 janvier 2008 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères :

Vu l'arrêté n° 2006 – 2464 du 19 avril 2006 portant organisation et fonctionnement de la Direction de la Pêche continentale et de l'Aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 2006 – 2466 du 19 avril 2006 portant organisation et fonctionnement de la Direction des Pêches maritimes;

Vu l'arrêté n° 2006 – 2467 du 19 avril 2006 portant organisation et fonctionnement de la Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches.

Sur proposition du Directeur des Pêches maritimes,

Arrête :

<u>Article premier</u>: Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Gestion intégrée des Ressources marines et côtières (GIRMaC), il est créé des comités locaux de pêcheurs (CLP) au niveau des sites pilotes visés par ledit Programme, notamment dans les localités de Bétenty, Foundiougne, Ngaparou et Ouakam.

<u>Article 2 :</u> Pour promouvoir une gestion durable des ressources halieutiques et préserver les habitats critiques au niveau de leurs localités, les responsables des CLP des sites visés à l'article premier ci – dessus, sont habilités, en rapport avec les services déconcentrés des pêches et de la surveillance, à prendreles initiatives suivantes :

- Comité local des pêcheurs de OUAKAM
- la création d'une zone à exploitation réglementée (ZER);
- la création d'une zone interdite de pêche (ZIP);
- le nettoyage des fonds marins.

- Comité local des pêcheurs de NGAPAROU
 - l'instauration de mesures de gestion de la langouste;
 - la fermeture alternée de la pêche dans la zone côtière ;
- l'immersion de récifs artificiels.
- Comité local des pêcheurs de FOUNDIOUGNE
 - l'instauration d'une période de repos biologique pour la pêche crevettière ;
- l'interdiction des crevettes immatures dans le circuit de distribution et le remplacement des filets non réglementaires.
- Comité local des pêcheurs de BETENTY
 - l'instauration d'arrêts périodiques de la pêche crevettière ;
- le remplacement de filets non réglementaires par des filets à maille étirée de vingt quatre millimètres.

Article 3: Les initiatives énumérées à l'article 2 sont mises en œuvre dans le cadre de sous - projets élaborés par les acteurs de la pêche des sites pilotes cités à l'article premier, dans le cadre des Conseils locaux de pêcheurs, en collaboration avec les Conseils locaux de pêche artisanale, dans les sites où ils existent, et avec l'appui de l'administration déconcentrée des pêches.

Des accords de cogestion signés entre le Ministre chargé de la Pêche et les présidents des comités locaux de pêcheurs servent de cadre d'exécution auxdits sous – projets.

<u>Article 4</u>: Sur proposition du Chef de Service régional des Pêches et de la Surveillance, un arrêté de l'autorité administrative du ressort du site concerné définit les conditions et les modalités de mise en œuvre de ces sous – projets.

Article 5: Le Gouverneur de la Région de Dakar, le Gouverneur de la Région de Thiès, le Gouverneur de la région de Fatick, le Préfet du Département de Dakar, le Préfet du Département de Mbour, le Préfet du Département de Fatick et le Préfet du Département de Foundiougne, le Directeur des Pêches maritimes, le Directeur de la Protection et de la Surveillance des Pêches, le Directeur de la Pêche continentale et de l'Aquaculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République du Sénégal.

Fait à Dakar le

APPENDIX 7: REGISTRATION, CLP FOUNDIOUGNE

REPUBLIQUE DU SENEGAL REGION DE FATICK GOUVERNANCE Nº () () // GRF.

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

Le Gouverneur de la région de Fatick, délivre aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration pour l'association définie comme suit, par la loi 66-07 du 13 juillet 1966 portant code des obligations civiles et commerciales, modifiée par la loi 68-08 du 26 mars 1968, le décret 76-040 du 16 janvier 1976, la loi 79-02 du 04 janvier 1979 et le décret 97-347 du 02 avril 1997.

Titre de l'Association

"COMITE LOCAL DES PECHEURS DE FOUNDIOUGNE"
Département de Foundiougne

Objet:

- La gestion et l'exploitation durable des ressources marines et côtières par la réglementation des activités de pêche;
- La préservation de l'écosystème marin et côtier par la protection des habitats critiques dont les sites de reproduction et les nurseries;
- L'optimisation des revenus tirés de la capture, de la transformation et de la vente des produits de la pêche.
- La résolution des conflits locaux relatifs à la gestion des ressources halieutiques ;
- L'unité entre les professionnels de la pêche (Pêcheurs, mareyeurs, micro-mareyeurs, transformatrices et armateurs);
- La contribution au développement économique de Foundiougne

Siége Social

Commune de Foundiougne

Composition du bureau

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association :

M. - Joseph

SARR, né le 00/00/1957 à Mbam

Président

M. - Soucka

SARR, né le 24/02/1969

Secrétaire Général

M. - Pape Diamane

DIOME, né le 25/05/1963 à Dakar

Trésorier

Pièces annexées à la déclaration

Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association devront être déclarés dans un délai de trois mois, et mentionnés en outre sur un registre tenu au siége de ladite association ; registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande, sans déplacement au siége social.

Fait à Fatick, le____

Le Gouverneur de la Région

SOULEYMANE LY

APPENDIX 8: CO-MANAGEMENT AGREEMENT FOR CLP FOUNDIOUGNE

ACCORD DE COGESTION MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME DES TRANSPORTS MARITIMES DE LA PECHE ET DE LA PISCICULTURE

COMITE LOCAL DES PECHEURS DE FOUNDIOUGNE

Entre, le Ministère de l'Economie maritime, des Transports maritimes, de la Pêche et de la Pisciculture, représenté par le Ministre d'Etat, ci-après dénommé <<l'Etat>> ou << le Ministère>>;

Et, le Comité local des Pêcheurs de FOUNDIOUGNE, représenté par son Président, Monsieur Joseph SARR ci-après dénommé << le Comité>>.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Reconnaissant l'importance de la pêche dans l'économie et la vie sociale du Sénégal ;

Conscients des menaces qui pèsent sur la viabilité à long terme des ressources marines et côtières ;

Reconnaissant le rôle important du droit traditionnel, majoritairement accepté au Sénégal, qui permettait aux communautés familiales et villageoises de gérer les ressources naturelles, même si ce rôle n'est pas expressément défini en l'état actuel de la législation sénégalaise;

Reconnaissant les nombreuses initiatives locales pour la préservation des ressources halieutiques et de l'environnement marin ;

Prenant en compte l'engagement de l'Etat du Sénégal, à travers le Programme de Gestion intégrée des Ressources marines et côtières (GIRMaC), consigné dans l'Accord de crédit de Développement le liant à la Banque mondiale.

Les deux parties conviennent d'œuvrer ensemble pour mettre en place un système de cogestion locale des pêcheries.

OBJET:

Le présent accord a pour objet de définir le cadre d'intervention du Comité Local des Pêcheurs de FOUNDIOUGNE dans la mise en œuvre des initiatives de cogestion portant sur :

« Le repos biologique du mois d'août, la prohibition des crevettes immatures du circuit de distribution à travers le contrôle des opérations de pêche et le remplacement des filets non réglementaires ». Ref : (sous projet en annexe)

1. Substance de l'Accord :

Les parties conviennent de la juridiction souveraine de l'Etat sur les ressources marines biologiques de sa Zone économique exclusive (ZEE) conformément à la législation nationale et au droit.

Toutefois, dans le cadre de la promotion de la cogestion des ressources marines et côtières, l'Etat, reconnaît au Comité local des Pêcheurs de FOUNDIOUGNE les compétences suivantes

- l'instauration d'un repos biologique du mois d'août pour protéger les femelles en gestation ;
- la prohibition des crevettes immatures dans le circuit de distribution, à travers le contrôle

des opérations de pêche et le remplacement des filets non réglementaires en vue de protéger

les juvéniles pour améliorer la qualité marchande de la crevette.

A ce titre, il est reconnu au Comité le pouvoir :

- d'élaborer un code de conduite en conformité avec les normes législatives et réglementaires en vigueur;
- de formuler des mesures de gestion de nature à renforcer les performances des initiatives de cogestion des pêcheries;
- de mettre en place un comité de surveillance placé sous l'autorité du Chef de poste du ressort qui procède au constat et à la verbalisation des infractions, et jugera de l'opportunité de saisir les services de répression;
- de formuler de nouvelles initiatives de cogestion et de les soumettre à l'approbation du Conseil local de Pêche artisanale (CLPA) du ressort.

2. Obligations des parties :

a- Obligations du Comité local des Pêcheurs (CLP) :

Le comité local des pêcheurs est chargé notamment de :

- gérer les conflits liés à la mise en œuvre des initiatives en jouant un rôle de conciliateur et de modérateur :
- fournir des rapports trimestriels sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des initiatives ;
- respecter les procédures de financement des activités et se soumettre aux contrôles de gestion;
- prendre en charge la pérennité des sous projet par la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus ;
- entretenir et bien gérer les ouvrages et équipements financés dans le cadre du Programme GIRMaC.

b- Obligations de l'État

Dans le cadre du présent Accord, l'Etat doit, notamment :

- immatriculer les pirogues des sites pilotes ;
- évaluer et suivre les ressources ciblées par les initiatives locales de cogestion ;
- mettre en œuvre un système de surveillance des mouvements des navires industriels et sanctionner leurs activités de pêche dans la zone de cogestion;
- appuyer la surveillance participative ;
- faciliter les moyens de la recherche participative ;
- prendre en charge la dimension sociale des initiatives de cogestion ayant des impacts négatifs sur les revenus des pêcheurs, à travers la mise en place d'un Fonds de Développement social financé par la Banque mondiale;
- financer, à travers le Programme GIRMaC, la construction d'une « Maison du Pêcheur » à FOUNDIOUGNE, tenant lieu de siège administratif au Comité local des pêcheurs et de centre d'informations et de formation pour les communautés de pêche;
- assurer, au besoin, la formation des pêcheurs pour la mise en œuvre des initiatives locales ;
- accompagner, à travers ses démembrements au niveau local, la mise en œuvre des initiatives de cogestion retenues en apportant au Comité tout l'appui nécessaire.

3. Responsabilités

Les parties, chacune dans les limites des obligations mises à sa charge, partagent la responsabilité de la non-exécution ou de la mauvaise exécution des initiatives retenues.

4. Entrée en vigueur :

Le présent accord prend effet à compter de la date de sa signature.

5. Litiges:

Tout litige entre le Comité et les autorités locales, résultant de l'interprétation ou de la mise en œuvre du présent accord est soumis à conciliation au Conseil local de Pêche artisanale (CLPA) ou du chef de circonscription du ressort ; en cas d'échec, l'arbitrage du Ministre chargé de la Pêche sera requis.

A défaut d'entente, le présent accord peut être résilié à la demande de l'une des parties.

6. Fin de l'accord:

Au terme du présent accord, les biens acquis pour la mise en œuvre du projet susmentionné, sont laissés au bénéfice du Comité. En cas de rupture avant terme imputable au Comité, lesdits biens restent propriété de l'Etat.

DISPOSITIONS FINALES:

Le présent accord est établi en deux exemplaires originaux faisant foi.

Copie en est envoyée au Gouverneur de la Région de Fatick, au Président du Conseil Régional de Fatick, au Préfet du Département de Foundiougne, au Maire de la Commune de Foundiougne, au Chef du Service Régional de la Pêche et de la Surveillance de Fatick, au Chef du Service Départemental de la Pêche et de la Surveillance de Foundiougne, au Chef du Poste de Contrôle de Foundiougne, au Conseil local de Pêche artisanale de Foundiougne, au Comité des Pêcheurs de Foundiougne, aux chefs de villages concernés.

Fait à Dakar le, 0 7 HARS 2008

Pour le Comité Local des Pêcheurs Foundiougne Le Président

COMITÉ LOCAL DES PÉCHEURS DE FOUNDIOUGNE Le Président

Joseph SARR

Pour le Ministère de l'Economie maritime, des Transports maritimes, de la Pêche et la Pisciculture Le Ministre d'Etat

> Ministre d'Etat

Souleymane Ndene NDIAYE

APPENDIX 9: EXCERPT FROM USAID DRAFT WATER AND SANITATION ACTIVITIES FOR WULA NAFAA

Local water and sanitation plans

Approximately [sum] of the existing FY08 budget and planned governance related activities will be attributed to creating local water and sanitation plans. This component may include (when deemed necessary) creating and building the capacity of ASUFORs. Activities with local water and sanitation plans and the ASUFORs must be in concert with PEPAM and the GOS initiatives. In addition, the contractor shall harmonize activities and key messages with other NGOs and donors (ex. JICA, UNICEF, Water Aid)

The following steps should be included in the process of creating the local plans:

- Presentation of program to Community and Rural Council
- Letter of interest from rural community with signature (buy in) from various villages
- Inventory of Water and Sanitation Points
- Social Market approach to improve access to water, sanitation (latrines) and hygiene
- Pledge by community to end open defecation and improve water access and hygiene
- Presentation of options to end open defecation latrine options
- Meetings and trainings with Rural Council to develop local water and sanitation plans which includes (if necessary) developing ASUFORs.

Standards (water and sanitation plans):

Local Water and Sanitation Plans should include: (a) current water and sanitation status (inventory); (b) a plan to improve access to water and to end open defecation; and (c) a plan to maintain and finance local water and sanitation. The plans should be in concert with the GOS water and sanitation plans.

Illustrative sections of the plan include:

- Water: Current Status (Inventory of Water Points); Water Quality (tests); Role of ASEFOR; Financing;
 Monitoring quality; Maintenance; Conservation; Future (action plan)
- Sanitation: Current Status (Latrine Points); Maintenance; Monitoring latrines; Options for the future

APPENDIX 10: GOVERNANCE TYPES FOR PROTECTED AREAS

From: Grazia Borrini-Feyerabend, Ashish Kothari and Gonzalo Oviedo, editors. (2004). *Indigenous and Local Communities and Protected Areas: Towards Equity and Enhanced Conservation, Guidance on policy and practice for Co-managed Protected Areas and Community Conserved Areas.* IUCN/CEESP/WCPA; http://cmsdata.iucn.org/downloads/pag_011.pdf

A: Government Managed Protected Areas.

Most people are familiar with type A governance, in which a government body (such as a Ministry or Park Agency reporting directly to the government) holds the authority, responsibility and account ability for managing the protected area, determines its conservation objectives (such as the ones that distinguish the IUCN categories), subjects it to a management regime, and often also owns the protected area's land, water and related resources.

Reflecting the trend towards greater devolution in general in many countries, sub-national and municipal government bodies have recently also become prominent in declaring and managing protected areas. In some cases, the state retains full land owner ship and/or control or over sight of protected areas but dele gates their management to a parastatal organization, NGO or even a private operator or community. The government may or may not have a legal obligation to inform or consult other identified stake holders prior to setting up protected areas and making or enforcing management decisions.

B: Co-managed Protected Areas.

Type B governance, which is developed further in Chapter 4 of these Guide lines, is also becoming increasingly common, responding to the variety of inter locked entitlements recognised by democratic societies. Complex processes and institutional mechanisms are generally employed to share management authority and responsibility among a plurality of actors – from national to subnational (including local) government author i ties, from representatives of indigenous, mobile and local communities to user associations, private entrepreneurs and land-owners. The actors recognise the legitimacy of their respective entitlements to manage the protected area and agree on subjecting it to a specific conservation objective (such as the ones that distinguish the IUCN categories). Distinct co-management sub-types may be identified. In collaborative management, for instance, formal decision-making authority, responsibility and account ability may rest with one agency (often a national govern mental agency), but the agency is required – by law or policy – to collaborate with other stake holders. In its weak form, "collaboration" means informing and consulting stakeholders.

In its strong form, "collaboration" means that a multi-stake holder body develops and approves by consensus a number of technical proposals for protected area regulation and management, to be later submitted to the decision-making authority. In joint management, various actors sit on a management body with decision-making authority, responsibility and account ability. Again, the

requirements for joint management are made stronger if decision-making is carried out by consensus. When this is not the case, the balance of power reflected in the composition of the joint management body may *de facto* trans form it into a different governance type (e.g. when government actors or private land owners hold an absolute majority of votes). Because of the many actors which are often involved, some form of multi-stake holder management may be particularly suited to the needs of many transboundary protected areas.

C: Private Protected Areas.

Type C governance has a relatively long history, as kings and aristocracies often preserved for themselves certain areas of land or the privilege to hunt wild life. Such private reserves had important secondary conservation benefits. Today, private owner ship is still an enormously important force in conservation. Private reserves include areas under individual, cooperative, corporate for-profit, and corporate not-for-profit ownership. Conservation NGOs buy areas of land, which in some cases are large, and dedicate them to conservation. Many individual land owners pursue conservation objectives out of respect for the land or a desire to maintain its beauty and ecological value. Utilitarian purposes, such as gaining revenue from ecotourism or reducing levies and taxes, are additional incentives. In all these cases, authority for managing the protected land and resources rests with the land owners, who deter mine a conservation objective, impose a conservation regime and are responsible for decision-making, subject to applicable legislation and usually under terms agreed with the respective governments. Their account ability to the larger society, however, is usually quite limited. Some forms of account ability may be negotiated with the government in exchange for specific incentives (as in the case of Easements or Land Trusts).

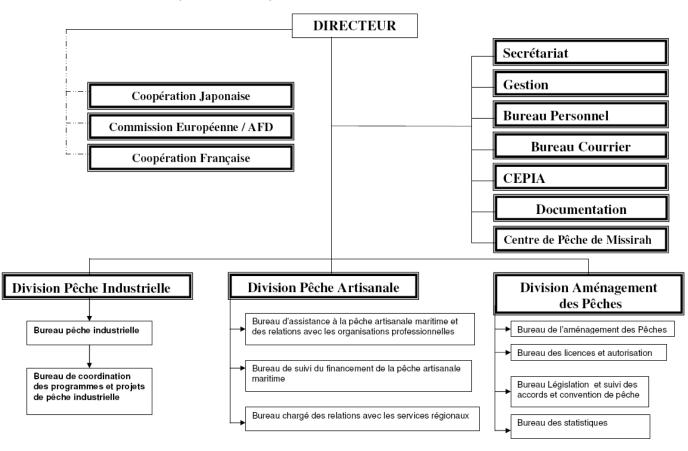
D: Community Conserved Areas.

This governance type involves governance by indigenous, mobile and local communities. This may be the oldest form of protected area governance and it is still wide spread (see a number of examples in Chapter 5). Throughout the world and over thou sands of years, human communities have shaped their life styles and livelihood strategies to respond to the opportunities and challenges presented by their surrounding land and natural resources. In so doing, they simultaneously manage, modify and often conserve and enrich their environments. In many cases, community interaction with the environment generated a sort of symbiosis, which some refer to as "bio-cultural units" or "cultural landscapes/seascapes". Much of this inter action happened not for the intentional conservation of biodiversity but in pursuit of a variety of inter locked objectives and values (spiritual, religious, security-related, survival-related), which did, however, result in the conservation of ecosystems, species and ecosystem-related services. In this sense, Community Conserved Areas comprise "natural and modified ecosystems including significant biodiversity, ecological services and cultural values voluntarily conserved by indigenous, mobile and local communities through customary laws or other effective means". In Community Conserved Areas, authority and responsibility rest with the communities through a variety of forms of ethnic governance or locally agreed organizations and rules. These forms and rules are very diverse and can be extremely complex. For instance, land and/or some resources may be collectively owned and managed, but other resources may be individually owned and managed or managed on a clan-basis. Nearly every community has developed management regulations and organizations, which may or may not be legally sanctioned at the national level.

In Community Conserved Areas, the community's account ability to the larger society remains usually limited, although it may be defined as part of broader negotiations with the national government and other partners, possibly as a counterpart to being assured, for example, the recognition of collective land rights, the respect for customary practices and the provision of economic incentives. Such negotiations may even result in a joint management arrangement among indigenous and local communities, government actors and other stake holders (thus changing the governance type from D to B). Some communities organize them selves in various ways, including legal forms such as NGOs, to manage their resources. This may not change the governance type from D to C, if the NGO remains account able to the authority of the respective community.

APPENDIX I I: ORGANIZATION OF THE DIRECTION DE PÊCHE MARITIME

ORGANIGRAMME (PROVISOIRE) DE LA DPM



APPENDIX 12: PEPTAC (JICA) ASUFOR SUPPORT ACTIVITIES IN TAMBACOUNDA¹

TABLE I. PEPTAC DIRECT INTERVENTION SITES

(1) () villages raccordés, (2) population des villages centre et polarises (3) RS: Réservoir au sol

Groupe	No.	Localité	Arrondissement	Nb village polarisé (1)	Nb bénéfic iaire (2)	Type énergie (3)	Bailleur
Départe	ement	de Tambacounda				<u> </u>	
	T1	Dialacoto	Missirah	0	3,000	moteur	Japon
07-1	T2	Médina Diakha Ouly	Koussanar	10	300+	électrogène	A.Saoudite
	Т3	Bamba Thialène	Koumpentoum	1 (1)	2,500	moteur	A.Saoudite Sénégal Sénégal PCH4 A.Saoudite Japon CEAO, Japon SCEAO II Japon CEAO II CEAO II-BID CEAO I, UNDP A.Saoudite
	T4	Kouthiaba Wolof	Koumpentoum	9 (4)	5,200	électrogène	Sénégal
07-2	T5	Touba Sine	Koumpentoum	2 (2)	1,300	moteur	PCH4
	T6	Koar	Missirah	3	2,000	électrogène	A.Saoudite
	T7	Boustane	Koumpentoum	12 (5)	6,300	électrogène	Japon
	T8	Darou Salam Sine I	Koumpentoum	2	1,300	moteur	CEAO, Japon
	T9	Touba Niani	Koumpentoum	4	1,600	électrogène,RS	CEAO II
	T10	Malème Niani	Koumpentoum	2 (2)	1,300	électrogène	Japon
08*	T11	Missirah Kolonto	Koumpentoum	3	2,000	moteur	CEAO II
	T12	Kaba	Maka	7	4,300	moteur	CEAO II-BID
	T13	Kanta	Maka	4	3,300	électrogène	CEAO I, UNDP
	T14	Sao Soucouta	Maka	5	3,500	électrogène	A.Saoudite
	T15	Sitacourou	Maka	5	3,500	électrogène	A.Saoudite
	T16	Kalbiron	Koussanar	8	400+	solaire	Japon
	T17	Sinthiou Demba Deme	Koussanar	3	150+	solaire	Japon
	T18	Samécouta Peulh	Koussanar	7	300+	solaire	Japon
	T19	Bidiancoto	Missirah	5 (4)	3,000	moteur	Sénégal
	T20	Ségoucoura	Missirah	1	1,500	moteur	PCH (Sénéd)
Group e	No	Localité	Arrondissement	Nb village polarisé	Nb village polaris é	Type énergie	Bailleur
Départe	ment	de Bakel (BPF Goud	iry)				
07-1	G1	Bala	Bala	2	1,800	Sénélec	CEAO
	G2	Bambadinka	Bala	11	4,500	moteur	Chine III
07-2	G3	Goudiry	Goudiry	0	10,000	électrogène	Sénégal
	G4	Nayes	Kidira	0	900	moteur	CEAO I

¹ From the report, *Projet Eau Potable Pour Tous et Appui aux Activités Communautaire (Phase 2) : Rapport Intérimaire*, Prepared by Earth & Human Corporation, Kokusai Kogyo Co., Ltd., Mars 2008.

08-2	G5	Dougué	Bala	4 (1)	6,000	moteur	CEAO I
	G6	Komoty	Bala	4	5,000	moteur	A.Saoudite
	G7	Belle	Kidira	4	800+	électrogène	Sénégal
08-2	G8	Ouro Himadou	Kidira	1	1,400	moteur	CEAO I
	G9	Hamaji	Diawara	1	3,700	moteur	CEAO I
	G10	Manael	Diawara	1	1,800	électrogène	BADEA
Départ	ement	de Kédougou		*			
07.0	K1	Ibel	Bandafassi	3	11,000		CEAO
07-2	K2	Saraya	Saraya	1	1,800	électrogène	Sénégal
3	КЗ	Bandafassi Peulh	Bandafassi	2	730	électrogène,R S	CEAO I
08-2	K4	Salémata	Salémata	1	18,000	électrogène	Sénégal
	K5	Fongolimbi	Fongolimbi	1	1,105	électrogène,R S	Sénégal

^{*} Le programme en année fiscale 2008 (1^{er} ou 2^{ème} semestre) est indéterminé. CEAO : Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest BADEA : Banque arabe pour le développement économique en Afrique

BID : Banque Islamique de Développement

TABLE 2: ORGANIZATION OF PEPTAC ASUFOR (TAMBACOUNDA)

No.	Localité	Nb villages polarisé s	Nr CD (dont Nb femmes))	Composition du CD	Tarif d'eau (F/m³)
Dé	partement de	Tambaco	unda		
T1	Dialacoto	0 (8 qrts)	27 (7)	1 à 4pers chaque quartier dont un membre éléveur	400
T2	Médina Diakha Ouly	10	33 (15)	7pers. village centre, 2 à 4pers chaque village polarisé, 4pers.chaque groupe	400
ТЗ	Bamba Thialène	1	27 (12)	18 pers. village centre, 9 pers. village polarisé	400
T4	Kouthiaba Wolof	9	39 (19)	14pers. village centre, 1 à 2pers chaque village polarisé, 7pers.chaque groupe	
T5	Touba Sine	2	27 (9)	18 pers. village centre, 9 pers. village polarisé	400
Т6	Koar	3	27 (13)	20 pers. village centre, 2 à 3pers. chaque village polarisé	
Dé	partement de	Bakel (E	BPF Goudir	y)	
G1	Bala	2	30 (15)	22 pers. village centre, 2 pers chaque village polarisé, 4 pers.chaque groupe	400
G2	Bambadink	11	36 (11)	18 pers. village centre,18 pers. village polarisé	400
G3	Goudiry	0	33 (9)	30 pers. village centre, 3 pers. chaque groupe	
G7	Belle	4	21 (9)	12 pers. village centre, 9 pers. village polarisé	500
Dé	partement de	Bakel (E	BPF Goudir	y)	
K1	Ibel	3	33 (17)	18 pers. village centre, 9 pers. chaque village polaris, 3 pers.chaque groupe	400
K2	Saraya	1	26 (12)	15 pers. village centre, 9 pers. village polarisé	800

TABLE 3: PEPTAC OBSERVATIONS ON ASUFOR

Aperçu de l'ASUFOR

La formation des ASUFOR figure parmi les principales tâches de la réforme de l'hydraulique rurale, qui doit s'exécuter simultanément avec l'introduction de la tarification au volume. Le système ASUFOR, s'inscrit comme système d'alimentation en eau potable à l'échelle nationale sur le territoire du Sénégal depuis le lancement du programme belge de Réforme de la Gestion des Forages (REGEFOR) en 1999. Dans le cadre du PEPTAC, le Projet a réalisé la mise en place de 24 ASUFOR au cours de sa Phase 1.

1. Principes opérationnels du système ASUFOR

- Gestion et maintenance basée sur l'initiative et la participation des habitants: Coûts de gestion et de maintenance des ouvrages à la charges des usagers bénéficieras
- · Mise en place de la tarification au volume en eau : Pose des compteurs
- Transparence de la gestion : Informer les usagers l'état de gestion et des fonds de l'ASUFOR
- Accélération de l'implication des femmes : Encourager les femmes au poste du CD et du BF
- Equité entre les villages, les ethnies et le groupes: Tenir en compte l'équité notamment lors du renouvellement du CD et du BE.
- Implication du secteur privé dans la maintenance et la gestion des forages ruraux.
- 2. L'organisation et la gestion sont définies dans leRèglement Intérieur de l'ASUFOR. La vue d'ensemble est présentée ci-dessous.
- Organes directeurs : Assemblée générale ou AG- Comité Directeur ou CD, Bureau Exécutif ou BE.
- L'AG se réunit au moins une fois par an, elle entend le compte rendu de l'exercice clos, renouvelle le CD et approuve le BE.
- 3) Composition et rôle du Comité Directeur
 - Le Comité Directeur est composé par les représentants des usagers (délégués) : bornes fontaines, abreuvoirs, branchements particuliers, villages polarisés, éleveurs, marâichers, groupements féminins, associations sportives et culturelles (associations de jeunes).
 - Durée du mandat des délégués : 2 ans. Le CD est renouvelable par moitié tous les deux ans
 - Le CD se réunit une fois par mois. Il n'est valable que si le deux tiers des membres sont présents. Un procès verbal sera établi à la fin de chaque réunion, est transmis au sous-préfet.

4) Composition et rôle du BE

- Le BE est composé de 9 membres : un Président, deux Vice-président, un secrétaire et un secrétaire adjoint, un surveillance et un surveillance adjoint. (L'élément féminin est fortement préconisé au poste de Président ou Vice-président aux BPF.)
- Les membres du bureau de la communauté rurale, communal, régionale, élus locaux, chef de village centre et v. polarisés, chefs religieux, notables n'ont pas la qualité d'être élu comme membre du bureau de l'ASUFOR.
- Durée du mandat est d'un an. Le nombre de mandats successifs excède trois mandats.
- Le BE se réunit au moins une fois par mois. Il n'est valable que si le tiers des membres sont présents.

5) Autre

- · Participation financière (par personne) est de 100 F.cfa au minimum.
- Un compte bancaire sera ouvert pour la gestion des fonds.
- Note important(décidé à l'issue d'une concertation à chaque ASUFOR): Tarif d'eau F.cfa/m³), Heures de travail et rémunération des fontainiers de borne fontaine et d'abreuvoir. Rémunération aux conducteurs.

APPENDIX 13: ASUFOR FINANCIAL MANAGEMENT WORKSHEETS

FELIR, DECEMBER 2007

ASUF	OR de:.	telle) .B						
		RAPPORT	FINANCIER DU	MOIS de:	31 12	.// Année:Ś	F		
volume volume volume solde c veselle: Autiérés Retraits Autres n Total re	e distribué: e distribué: e distribué: e /BF: coalisse au es sur vent s payés s banque: recettes du	de pompage 2.0(7.1)	e:	m ³ // Volur \$5 <i>C F</i> OF	ne /maraîchage:	m³ //		tel:m ³	
CONTRACTOR BETTER	-	Indemenités	Transport et communication	Entretien et réparation	Frais de fonctionnement de l'ASUFOR	Provisions (amortiss, et entretien)	Diverses participations	Investissement	Cas sc aux
	(13000	2	X	V:	criticueri)		×	-
· ×			Annual Control of the						V
Total b	Jápense		//FCF/	A	<u> </u>		7		<i>y</i>
Solde fin	inal de la i nal des ci verses pa nnement . Ités: condi	s: 120.00 caisse (fin d omptes d'ép rticipalons: s ASUFOR: fou ucteurs: 12.00	u mois):135 argne:128. secteur = 1000	.700 T 6850 F 0FCFA / 0FCFA	/ volet hydrauliqu // frais de renco FCFA// anim	e =	FCFA// autre	9s = <i>X</i>	FCFA

FELIR, MAY 2008

	16	4 / = -							
SHEOR	do: L	elin	2						
MOCION		A Marie Carlo Carl	B	//		0 /			
	RAPPOI	RT FINANCIER D	U MOIS de:	Mai	// Année:	cl.S	*		
Nombre d'h	eures de pon	npage:h							
	npé:	0.1							
70	ribuė:								
		// Volume /8P:	m³ // V	olume /maraîc	hage:n	n ³ // Volume /c	cheptel:	n ²	
Solde caiss	se au debut (du mois:6.16.	000					(4.0)	
					A 2.5 a 6.4 8.4 8.4 8.4				
Total recett	tes du mois:	109 500.6	×						
Total recett	tes du mois	+ solde de dépar	t: /19.8.00.	····	****				
Dépenses d	4.4.524.525						59		
Carburant	Huile	Indemnités	Transport of	Entretien et	Frais de	Provisions	Diverses	Unvestisseme	lCas sociaux
Carburant	ridite	moennites	communica	réparation	fonctionnem	(amortiss, et	participations	linvesusseme	GBS SCOIDUX
		1	tion	las Para estado	ent de	entretien)	lease - F. Section -		
		35000°P	2500 €		32 Over C	1,2			
Total dép	enses: 5.5	1.500	FCFA						
			- a sanf						
Solde final	de la caisse	(fin du mois):	20.300	y	************				
Solde final	des compte:	s d'épargne:	6.0300+		****				
ND -			1000		THE STATE OF THE S		Modern School Control Control Control Control	200	
NB: Divers	es participa	ions: secteur = .	F	CFA // volet hy	ydraulique =	FG	-All autres =	FC	%
		DR: fournitures =.						200	
indemnites		FCFC					>FAII delagues:		
	Fontainiers	5.20 000F	CFA // autres	indemnites:	FCFA.				
Le trésorier			Le présider	nt		Le surveilla	nt général		
24			arm	r		(0)			

U.S. Agency for International Development

1300 Pennsylvania Avenue, NW Washington, DC 20523 Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

www.usaid.gov